Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12790 – **4,50 F** Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – JEUDI 13 MARS 1986

Le chancelier empêtré...

Cela fait maintenant plus de trois ans qu'une affaire de financement illégal des partis – l'affaire Flick – ébranle la santé politique du chancelier Kohl à la manière d'une fièvre quarte : à de longues périodes de latence succèdent de brusques accès, dont le gouvernement se relève à chaque fois plus affaibli.

Depuis son arrivée au pouvoir, en octobre 1982, M. Helmut Kohl a vu tomber, victimes de ce scandale politico-financier, quelques-uns de ses plus fidèles soutiens : le comte Lambsdorff, principal artisan du renversement du chancelier Schmidt, M. Rainer Barzel, président du Bundestag, ont été contraints de démissionner de leurs fonctions, convaincus d'avoir bénéficié des largesses du groupe financier en échange d'avantages fiscaux.

L'opiniâtreté du député Vert Otto Schily, relayée par certains organes de presse influents comme le « Spiegel », a empêché que l'affaire ne s'enlise dans l'indifférence d'une opinion publique reconnaissante au chancelier d'un début de prospérité retrouvée.

Ce n'est pas un hasard si les principaux coups portés contre M. Helmut Kohl dans cette affaire viennent d'Allemagne du Nord, région essentiellement protestante où l'on ne badine pas avec la morale privée et publique. Dans nos démocraties latines, et même dans cette *Bavière catholique régentée par* Franz Josef Strauss, l'affaire Flick n'aurait sans doute jamais eu l'ampleur qu'elle a prise en RFA. Elle ne met en jeu que des sommes dérisoires au regard des dépenses ordinaires d'une grande formation politique : quelques centaines de milliers de nos francs, vite engloutis dans la propagande quotidienne...

Mais la République fédérale d'Allemagne vit dans la hantise de ressusciter la République de Weimar, où l'accumulation de scandales politico-financiers avait facilité la montée en puissance d'Adolf Hitler et du parti nazi.

Plus que toute autre, la démocratie allemande a besoin d'une classe politique irréprochable. Elle ne peut compter ni sur la complicité goguenarde d'une opinion blasée ni sur l'indulgence de l'étranger, prompt à voir dans toute dégradation de la morale politique outre-Rhin le retour de fantômes exécrés.

Dans ces conditions, M. Kohl a des raisons de se faire quelques soucis pour son avenir. Du nord du pays lui est parvenu, dimanche dernier, un sérieux avertissement : les électeurs du Schleswig-Holstein, fief du ministre des finances Gerhard Stoltenberg, ont sévèrement sanctionné les chrétiens-démocrates lors des élections municipales.

Une éventuelle chute du chancelier ne signifierait pas cependant nécessairement une défaite de la coalition lors des prochaines élections législatives, au mois de janvier prochain. Nombreux sont, au sein du Parti chrétien-démocrate, les candidats à la relève. Car, hormis « l'affaire », le bilan du gouvernement est bon, notamment sur le plan économique. Ce qui explique peut-être l'étrange discrétion de l'opposition social-démocrate, dont les chefs laissent entendre que l'actuel chancelier, bien affaibli par le scandale, serait pour eux le meilleur des adversaires.

(Lire nos informations page 5.)

EN CAS DE VICTOIRE MASSIVE DE LA DROITE

M. Mitterrand n'écarterait pas l'éventualité d'une démission

Pour la première fois, l'hypothèse d'une démission de M. Mitterrand au lendemain des élections législatives est évoquée dans les milieux de la majorité.

Cette éventualité serait envisagée dans le cas d'une victoire massive de l'opposition.

Dramatisation ou logique

Les socialistes, dans la phase finale, dramatisent délibérément l'enjeu de la campagne électorale. Ils veulent ôter de la tête des Français le sentiment qu'ils pourraient vivre, pendant deux ans, une *« cohabitation harmonieuse »*, selon le mot de M. Jacques Chaban-Delmas, entre M. François Mitterrand et un premier ministre de droite.

Cette dramatisation, engagée par M. Fabius qui décrivait la cohabitation comme une *« pagaille »* monstre, amplifiée par le chef de l'Etat lui-même qui préférait *« renoncer à* [ses] *fonctions »* plutôt qu'aux *« compétences de* [sa] *fonction »*, a encore monté d'un cran ces derniers jours. Des collaborateurs du président de la République ont tiré de conversations avec lui le sentiment qu'il ne faut plus exclure une démission du chef de l'Etat, à très court terme, dans la période qui suivra immédiatement le scrutin de dimnche. Du moins le font-ils savoir.

Il s'agit là d'une hypothèse parmi d'autres, jusqu'alors jamais avancée, puisque M. Mitterrand avait dit et répété qu'il resterait à l'Elysée, garant de la *« cohésion sociale et nationale »*, quels que soient les résultats des élections législatives. Ceux qui la développent se fondent sur l'éventualité d'une victoire écrasante de la coalition UDF-RPR qui rendrait inévitable le choix d'un premier ministre fermement hostile au chef de l'Etat, décidé à appliquer un programme inconciliable avec ce que M. Mitterrand entend défendre et préserver.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS VINGT ANS

Les prix ont baissé en France : moins 0,2 % en février

Les prix de détail ont baissé en février de 0,2 %. Après la hausse très faible enregistrée en décembre (+ 0,1 %) puis encore en janvier (+ 0,1 %), la hausse du coût de la vie s'est considérablement ralentie, pour atteindre 1,5 % en rythme annuel sur les six derniers mois.

L'effet pétrole

Le résultat de février est pour la France – pays inflationniste depuis les années 70 – un véritable événement. C'est évidemment en grande partie la baisse du dollar et des prix pétroliers qui explique cette désinflation. Il faut remonter à juin 1966 pour trouver une baisse (de 0,1 %).

Certes, la politique menée depuis 1982-1983 par MM. Mauroy et Delors d'abord, puis par MM. Fabius et Bérégovoy ensuite, est rigoureuse, notamment en matière salariale. Elle a favorisé les succès enregistrés actuellement. Mais le contexte international explique largement les résultats étonnants de ces derniers mois. On le voit à l'étranger, en RFA notamment, où les prix ont baissé de 0,2 % en février, et où la hausse du coût de la vie sur un an n'est plus que de 0,7 %, ce qui ne s'était jamais produit outre-Rhin depuis dix-huit ans.

La politique gouvernementale a en France beaucoup sacrifié à la désinflation. Le blocage des prix, s'il s'estompe progressivement, n'en joue pas moins encore un rôle, notamment dans le domaine des services et peut-être du commerce. Le gouvernement n'a pas hésité à retarder certaines hausses de tarifs publics ou certains relèvements de taxes. C'est ainsi que la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) est, depuis 1982, indexée sur le coût de la vie, et plus exactement sur le relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu, ce qui jusqu'à présent était la même chose. Ce mécanisme d'indexation devait jouer selon la loi au cours de la première semaine de janvier. Il n'a en fait jamais été appliqué dans les délais prévus. Cette année, le relèvement de la TIPP ne se fera qu'à la mi-avril.

Quoi qu'il en soit, les objectifs maintenant fixés par le gouvernement en matière d'inflation (2 % de hausse en 1986) apparaissent réalistes.

AL. V.

AU PAYS DU SOCIALISME IRRÉEL

La « Polonaise » et les Polonais

De notre envoyé spécial

Varsovie - 1944, 1er août. – Un silence d'été pèse sur Varsovie. Soudain éclate, par une fenêtre ouverte du vieux quartier, le triomphal martèlement de la grande *Polonaise en la bémol majeur.*

Il y a près de cinq ans que l'occupant interdit de jouer Chopin, dont l'œuvre – *« des canons cachés sous des fleurs »*, disait Robert Schumann – exprime mieux que toute autre la farouche volonté d'identité dont se nourrit l'âme polonaise et qui a permis quatre fois la renaissance d'une nation quatre fois partagée.

C'est le signal d'une insurrection qui va durer cent jours, sans qu'interviennent les Soviétiques installés de l'autre côté de la Vistule : Staline ne pardonne pas aux chefs du soulèvement de ne l'avoir ni consulté ni même prévenu. La répression allemande sera terrible, et la ville détruite aux trois quarts. A d'autres les considérations pragmatiques ou réalistes. Ici le patriotisme s'incarne, depuis toujours, dans le romantisme.

Varsovie - début 1950. – Un jeune journaliste du *Monde* déambule dans les ruines, qui s'étalent, sous la neige, à perte de vue. Partout ailleurs dans l'Europe libérée, on a commencé par reconstruire des logements. Pas dans la Pologne officiellement « populaire ». La première chose que l'on a faite, c'est de remettre sur son socle la colonne élevée au roi Sigismond en face du palais royal. Et de consolider ou de rebâtir des monuments capables de rappeler, au milieu de la grisaille stalinienne, la continuité polonaise. A plus tard le réalisme et le pragmatisme. La patrie ne peut revivre que dans le romantisme.

Varsovie - fin février 1986. – La neige est toujours là, sous le soleil. Les traces de la guerre ont été effacées. Le même journaliste est reçu au château du Belvédère par l'homme qui porte sur ses étroites épaules le poids du coup de force de décembre 1981 contre Solidarité.

La conversation – dont on a pu lire, dans *le Monde* du 6 mars, les passages essentiels – dure tard dans la nuit, et les « digressions » – le général Jaruzelski emploie souvent le mot – succèdent aux digressions. Le ton est toujours courtois, mais, comme on dit en langage de l'Est, d'une « franchise » qui fait parfois se crisper un peu la mâchoire présidentielle.

Quel est le leitmotiv du chef de l'Etat et du Parti ouvrier unifié polonais ? Le romantisme de son peuple. Qu'il en soit lui-même imprégné, comme en témoignent ses constantes références à l'histoire et à la littérature nationales, ne l'empêche pas de voir là l'un des grands obstacles à la réalisation de ses ambitions.

Quelles sont ces ambitions ? *« Qu'el homme se cache*, pour reprendre un mot qui est, sauf erreur, d'Orwell, *derrière ces lunettes noires ? »* Un pur rouage de l'appareil d'empire soviétique ? Ou un patriote à sa manière qui cherche, dans le cadre à lui imposé par la géographie et l'histoire, à protéger au mieux le sort de son peuple ?

Gageons que le désir d'en savoir plus là-dessus n'a pas été le dernier des motifs de l'audience accordée par François Mitterrand à ce chef d'un régime sur lequel il s'était exprimé, il y a quatre ans, avec une particulière sévérité... Parce que s'il en attendait des contreparties sous la forme d'une justice plus indulgente ou d'une visite en France de Lech Walesa, rien, malheureusement, jusqu'à présent n'est venu...

Le président de la République s'est peu confié, pour autant qu'on sache, sur les impressions qu'il a recueillies de ce tête-à-tête. Mais il serait surprenant qu'il n'ait pas eu le sentiment d'avoir affaire à un homme doté de trop d'amour-propre pour ne pas exister par lui-même.

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 4.)

UN ARTICLE DU MINISTRE DU TRAVAIL

Du passé faisons table rase

par MICHEL DELEBARRE

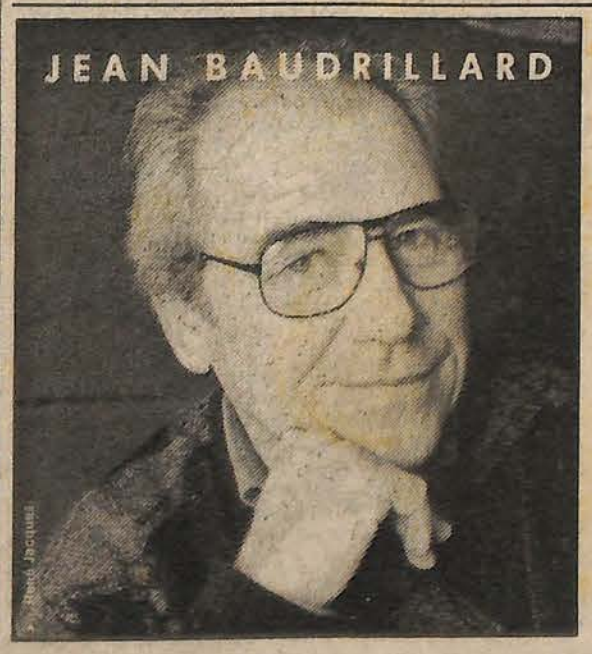
En 1985, pour la première fois depuis 1969 – c'est-à-dire pour la première fois depuis seize ans, – le chômage a diminué dans notre pays. La situation de l'emploi se redresse, et tous les indices laissent entendre qu'en 1986 la France créera davantage d'emplois qu'elle n'en perdra, rejoignant ainsi dans ce domaine l'Allemagne fédérale au premier rang des nations européennes, comme elle le fait déjà sur le terrain de la lutte contre l'inflation.

Telle est la réalité ! Et si, comme tous les Français, nous considérons que 2 370 000 demandeurs d'emplois c'est beaucoup trop, chacun doit savoir que sans les efforts conduits depuis 1981 par les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius notre pays compterait 3 300 000 demandeurs d'emploi, 1 000 000 de plus vraisemblablement qu'aujourd'hui, comme la Grande-Bretagne « libérale » de Mme Thatcher. Et pourtant, voici que la droite nous présente un tableau apocalyptique de la situation sociale de notre pays, une caricature déformant outrageusement les faits, brossée à grands coups de raccourcis abusifs, quand ce n'est pas de mensonges purs et simples. Voici le CNPF étalant sans pudeur sa connivence avec l'opposition à douze jours des élections, reprenant les mêmes arguments, au point que l'on peut se demander si les électeurs sont invités à se prononcer, le 16 mars prochain, sur le programme des partis politiques ou bien tout simplement à donner un chèque en blanc au patronat, sur la base de propositions qui tournent le dos au progrès et aux avancées sociales.

Le problème du chômage n'est pas un problème statistique, et s'il est souvent grave et douloureux, c'est bien parce qu'il touche des Françaises et des Français dans leur situation personnelle, familiale, sociale. Alors, que l'on fasse au moins aux Français qui en souffrent l'honneur de ne pas travestir la réalité et de ne pas proposer de pseudo-remèdes-miracles, entretenant ainsi des espérances illusoires.

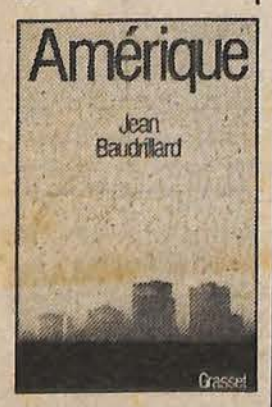
Travestir la réalité, c'est dire que le chômage a augmenté depuis 1981 en oubliant de rappeler que le nombre des demandeurs d'emploi, qui avait doublé une première fois de 1974 à 1976 avec M. Chirac, et à nouveau de 1976 à 1981, avec M. Barre, a vu sa progression ramenée à 35 % de 1981 à 1986.

(Lire la suite page 2.)



Amérique

La seule grande société primitive des temps modernes.



GRASSET

L'affaire des Irakiens expulsés

M. Joxe a considéré que sa responsabilité directe était engagée.

PAGE 3

Le conflit du Golfe

La « drôle de guerre » des habitants de Bagdad.

PAGE 4

La crise économique aux Philippines

La crédibilité du nouveau régime dépend largement d'un rapide redressement.

PAGE 6

M. Le Pen condamné pour antisémitisme

En s'en prenant à quatre journalistes juifs ou considérés comme tels, il s'est livré à une « provocation à la haine raciale ».

PAGE 12

Education 1981-1986

La grande lessive idéologique.

PAGE 16

Débats : Chômage (2) ● Etranger (3 à 6) ● Politique (7 à 11) ● Société (12 et 13) ● Communication (11) ● Economie (28 à 31) ● Bourse du matin (32)

Programmes des expositions (25) ● Programmes des spectacles (21 à 24) ● Radio-télévision (25) ● Informations services : Météorologie, Mots croisés (26) ● Carnet (26) ● Annonces classées (27)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Jack Lang, le bilan

Cinq ans de politique culturelle : cinéma, photo, musique, jazz-variétés, arts plastiques, théâtre, danse, livre, patrimoine, architecture, mode, cirque et BD.

(Pages 17 à 20)